



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 25 mars 2019

La guerre sociale est déclarée

Des milliers de manifestants ont à nouveau battu le pavé samedi dernier, sous haute surveillance policière... et militaire. Après l'incendie du Fouquet's la semaine dernière, on avait l'impression, à entendre Macron et son gouvernement, que le pire était arrivé. Que des maternités ferment, mettant en danger la vie des femmes et de leurs enfants à naître, que trois millions de personnes se privent de tout, même de produits d'hygiène de base, selon un sondage de l'Ifop pour l'association Dons Solidaires, que des millions de familles voient leur compte en banque vide le 10 du mois... ce sont les « dommages collatéraux » du capitalisme. Mais brûler le Fouquet's, quand même ! Où trouver désormais un brunch à 95 euros ?

Alors, comme le disait une manifestante Gilet jaune dans un coup de gueule sur LCI : *« Arrêtez, bon sang, d'inverser systématiquement la situation. C'est révoltant, ce pays ! Vous êtes en train de passer en boucle des vitrines cassées. Qu'est-ce qu'on en a à faire que le Fouquet's ait cramé ! »*

Macron nous fait la guerre et sa police aussi

Paris dans les flammes ? Du point de vue du gouvernement, il ne fallait pas en rester là. Il fallait réagir, revenir du ski dare-dare, et menacer, comme toujours, les manifestants... et l'ensemble de la population. En passant à la vitesse supérieure. Pour les Gilets jaunes, recours aux militaires et à l'opération Sentinelle.

Les commentaires n'ont pas manqué sur ce que cette annonce révèle de l'état d'esprit de ce gouvernement : les manifestants considérés comme des ennemis intérieurs, voire comme des terroristes.

À Paris, le préfet de Police a sauté, remplacé par le préfet de Bordeaux, qui s'est illustré par la violence avec laquelle les manifestations ont été réprimées dans sa ville, et que certains de ses collègues qualifient de « fou furieux ». Et c'est à lui que Castaner conseille de prendre modèle sur Clemenceau, *« dont la main n'a jamais tremblé »*. Une référence qui prend tout son sens, quand on sait que Clemenceau, en tant que ministre de l'Intérieur, puis Premier ministre, a fait tirer sur des grévistes à plusieurs reprises dans les années 1906-1908.

Les retraités interdits de manifestations ?

Et voilà que Macron, suite aux graves blessures d'une septuagénaire lors d'une charge policière à Nice contre un rassemblement de Gilets jaunes, a l'indécence de l'appeler à *« une forme de sagesse »*.

En haut ils font cramer l'hôpital, l'enseignement public, les transports, nos retraites et nos emplois

Car ce sont l'ensemble des travailleurs et des classes populaires qui sont la cible de ces menaces, et pas seulement les Gilets jaunes révoltés par le mépris du gouvernement et son refus de répondre à leurs revendications.

Les récentes déclarations d'Agnès Buzyn, ministre de la Santé, illustrent ce climat d'insécurité... sociale. Elle évoque la possibilité d'allonger encore la durée du travail pour avoir droit à une retraite. Alors que l'espérance de vie en bonne santé est inférieure à 65 ans, tout particulièrement pour les ouvriers. Et que de nombreux salariés sont privés d'emploi.

Les annonces de suppressions d'emplois ont repris de plus belle ces derniers temps. Plus de 20 000 suppressions de postes sont annoncées dans l'automobile en Europe, et de nombreux sous-traitants sont menacés. Après Conforama, c'est Castorama qui annonce des fermetures de magasins. General Electric supprime 800 emplois à Belfort... la liste des entreprises concernées est longue.

Alors, face à cette guerre sociale que patronat et gouvernement nous déclarent, soyons unis nous aussi. Salariés du public et du privé, embauchés ou précaires, Gilets jaunes et sympathisants, il faut continuer à occuper la rue et donner une nouvelle ampleur au mouvement. La bourgeoisie et ses serviteurs nous craignent, car tous ensemble, nous pouvons bloquer le pays.

Mauvais payeur

Il paraît que, soi-disant pour faire des économies, la direction serait en train de mettre en place la fiche de paie électronique. Et par la même occasion, elle s'arrangerait pour ne plus avoir à nous la faire parvenir. Nous serions donc obligés de penser à nous rendre sur un site spécial (avec un mot de passe contraignant) pour vérifier notre paie et le montant de l'impôt prélevé. On voit bien le bénéfice que pourrait en tirer la direction.

En compliquant l'accès au décompte de la paie, elle cherche à nous empêcher de comparer notre paie avec celle de notre voisin et ainsi pour un même poste relever les injustices liées à la rémunération. Elle espère aussi que ses pratiques illégales passeront inaperçues (comme lorsqu'elle retire en douce des jours de RTT collectif pendant les arrêts maladie).

Pas question d'accepter ce type de dissimulation : dématérialisé ou pas, c'est à la direction de nous faire parvenir le bulletin de salaire.

Ouvrez les yeux, fermez la télé

Au Râteau, la nouvelle mode chez les chefs, c'est de faire fleurir des écrans un peu partout pour afficher en « direct-live » les statistiques de rotation des bancs. Si ça les amusait, nous ça nous laissait jusqu'alors indifférent. Mais là, ils dépassent les bornes : ils viennent d'en installer deux dans une salle de pause au 1^{er} étage du L15. Ça doit être ça la « convivialité » pour la direction.

Leur propagande sur les objectifs de production, ils peuvent se la garder.

Ce qui prime, c'est leur prime

Les salariés Renault et prestataires qui travaillent sur des bancs moteurs et certains de la MAP ont été réunis en amphithéâtre pour une conférence sur le « plan de progrès des essais banc moteur ». Mais vu que le chef de service ne connaît pas notre quotidien et confond par exemple « mail quotidien » et « alerte arrêt banc », on comprend que la seule chose qui compte pour certains, ce sont les indicateurs et surtout les KPI qui déterminent les primes des hauts cadres.

Et ce serait à nous de nous mettre en quatre pour améliorer leur propre (dés-)organisation ?

De l'argent il y en a...

À partir de 2009, 4 mois après sa sortie du gouvernement et alors qu'elle était eurodéputée, Rachida Dati a reçu de RNBV (la boîte noire de Renault-Nissan) la somme de 600 000 € étalée sur 3 ans et demi. Officiellement, la somme correspond aux services de l'avocate, mais celle-ci se cache derrière le secret professionnel pour ne pas avoir à justifier du travail accompli. Nous, on se souvient que lors de son passage au ministère de la justice, Rachida Dati avait réformé la carte judiciaire, et comme par hasard, ce sont principalement les tribunaux des prud'hommes jugés pas assez favorables au patronat qu'elle avait fait fermer. La question d'une eurodéputée en exercice rémunérée par un trust révèle aussi les liens qui existent entre les groupes capitalistes et les élus.

Pendant que nos salaires sont au point mort, les bourgeois s'octroient des rémunérations indécentes. Le meilleur moyen de stopper la pompe à fric et d'inverser la vapeur, c'est d'arrêter le travail et d'exiger les 300 € par mois en plus qu'ils nous doivent.

Leur concurrence et la nôtre

Certains dirigeants de Renault ont été débauchés par Tavarès pour mettre leur « talent » au service de PSA. Vu la politique qu'ils ont menée contre nous ces dernières années, on ne va pas les retenir ! Mais on souhaite bon courage aux collègues de PSA qui auront à les affronter...

Quant à ceux qui nous bassinent avec la compétitivité de Renault, on en profite pour leur dire que la défense de l'entreprise contre ses concurrents, on s'en moque autant que tous ces hauts cadres qui, il n'y a pas si longtemps, nous assommaient avec leurs plans sur la comète pour faire de l'Alliance le premier groupe mondial. La guéguerre entre constructeurs, c'est pour nous distraire des véritables problèmes.

Renault, Nissan, PSA ou prestataires : c'est la même logique au service des actionnaires. Alors pas question de marcher derrière nos propres patrons sous prétexte de défendre Renault.

Joue-la comme Carlos !

Ordinateurs volés au Technocentre, pièces dérobées à l'usine de Cléon : d'après la presse, la délinquance se propagerait sur les sites Renault ! On est bien loin des millions détournés par les PDG ou du 1,5 milliard d'euros gagné en 10 ans par Renault et PSA par leur entente sur la hausse du prix des pièces détachées (enquête de Mediapart). Sans parler des actionnaires qui n'ont jamais mis un orteil sur un site Renault mais empochent les dividendes sur notre dos.

Les délinquants, c'est comme les casseurs : les pires ne sont pas toujours ceux qu'on croit...

Fonderies du Poitou : Renault casseur d'emplois

Les deux fonderies (alu et fonte) de la Vienne sous-traitantes de Renault sont menacées par la baisse des commandes et ont été placées en redressement judiciaire. Sur environ 800 salariés, l'offre de reprise du groupe Liberty prévoit près de 150 licenciements. Renault est responsable de ces suppressions d'emplois et l'assume ouvertement, puisqu'un dirigeant est venu la semaine dernière justifier la baisse des commandes, en échange du financement de quelques indemnités pour les salariés laissés sur le carreau.

En plus de ces déclarations hypocrites, Renault refuserait d'assumer la charge des indemnités pour les travailleurs exposés à l'amiante (la moitié des effectifs), notamment 85 ouvriers qui souffrent d'une maladie professionnelle reconnue.

Comme si l'entreprise n'avait pas de quoi indemniser ces salariés ! Quand on voit ce qu'empochent les actionnaires et leurs larbins, il y a de quoi se mettre en colère contre ces patrons qui brisent des vies pour toujours plus de profits.